

Secteur privé et prévention des atrocités

Leçons tirées de la crise électorale de 2010-11 en Côte d'Ivoire et rôle du secteur des entreprises dans la prévention de la violence en 2020

Note d'orientation du 27 mars 2020

La stabilité économique de la Côte d'Ivoire est essentielle au développement de l'Afrique de l'Ouest et est inextricablement liée à l'économie mondiale. Par le passé, les périodes de conflits, notamment la guerre civile de 2002 à 2007 et la crise électorale de 2010-11, ont engendré des milliers de morts et des pertes s'élevant à plusieurs milliards de dollars dans l'ensemble du pays et de la région. Les élections présidentielles en Côte d'Ivoire auront lieu dans moins d'un an, et bien qu'aucune atrocité criminelle ne soit actuellement signalée, on observe déjà des signes précurseurs de violence dans ce pays où le transfert du pouvoir a été systématiquement accompagné d'exactions. Ces signes précurseurs doivent immédiatement alerter non seulement les dirigeants politiques de la Côte d'Ivoire et la communauté internationale, mais aussi les dirigeants d'entreprises.

Bien que le gouvernement ivoirien soit le garant de la stabilité et de la paix tout au long du processus électoral, le secteur des entreprises, tant ivoiriennes qu'internationales, qui ont des intérêts économiques en Côte d'Ivoire, peuvent jouer un rôle essentiel en matière de prévention de la violence en 2020. **Il est important que les dirigeants d'entreprises signifient aux partis politiques qu'ils n'accepteront pas de voir sacrifier l'économie et des vies civiles à des fins politiques.**

Risque d'atrocités de masse en Côte d'Ivoire

Notre analyse porte à croire que les affrontements entre partisans des principaux partis politiques de Côte d'Ivoire pourraient déboucher sur des exactions et des atrocités criminelles de masse avant, pendant et après les élections présidentielles d'octobre 2020¹. Comme l'ont montré les précédentes élections, c'est une période où les risques sont accrus, parce que la politique ivoirienne est en substance un jeu à somme nulle. Aux yeux des politiciens et de leurs partisans, les vainqueurs du vote de 2020 « rafleront tout », tant sur le plan économique que politique. L'histoire montre que cette attitude a déjà amené les dirigeants politiques à instrumentaliser les revendications d'ordres ethnique et économique, divisant les différents groupes et incitant à la violence dans le but d'obtenir des appuis politiques. Il est urgent de se pencher sur cette situation et d'agir afin d'atténuer les risques, de prévenir la violence et de sauver des vies.

La Côte d'Ivoire en quelques chiffres :

- L'une des croissances économiques les plus rapides au monde
- Troisième puissance économique d'Afrique de l'Ouest
- Premier port d'Afrique de l'Ouest et second port du continent africain
- L'un des premiers exportateurs de marchandises d'Afrique subsaharienne

Principaux produits d'exportation :

- Produits dérivés du cacao, du caoutchouc et du pétrole

Principaux partenaires commerciaux :

- Importations annuelles : Chine (1,69 Md\$), France (1,31 Md\$), Nigéria (680 M\$), Inde (526 M\$), Belgique et Luxembourg (397 M\$), et États-Unis (281 M\$)
- Exportations annuelles : Pays-Bas (1,57 Md\$), États-Unis (1,2 Md\$), France (926 M\$), Allemagne (729 M\$), Belgique et Luxembourg (729 M\$), et Malaisie (562 M\$)¹

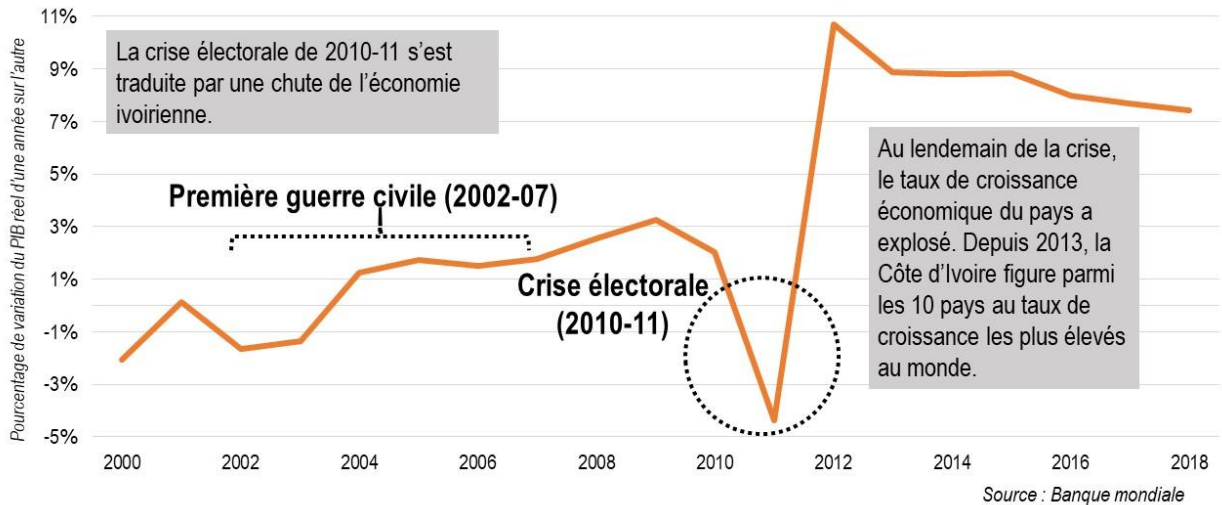
¹ Chiffres de 2017. BACI : Base pour l'analyse du commerce international au niveau des produits. The 1994-2007 Version CEPII Working Paper, N°2010-23, Octobre 2010 Guillaume Gaulier, Soledad Zignago. Disponible ici : <https://oec.world/en/profile/country/civ/>.

UNITED STATES
HOLOCAUST
MEMORIAL
MUSEUM

SIMON-SKJODT CENTER
FOR THE PREVENTION OF GENOCIDE

Les atrocités de masse pourraient détruire l'économie ivoirienne

Les atrocités de masse ont un impact économique désastreux sur les pays, les régions et la communauté internationale. Au Rwanda par exemple, le PIB a chuté de plus de 60 % pendant le génocide de 1994ⁱⁱ. Quant à la Syrie, on estime qu'elle a perdu 35 ans d'acquis de développement au cours des deux premières années du conflit (entre 2011 et 2012)ⁱⁱⁱ. D'après la Banque mondiale, le PIB de la Syrie aurait perdu 226 milliards de dollars entre 2011 et 2016^{iv}. On estime que la Côte d'Ivoire a perdu près de 9 milliards de dollars au cours de sa première guerre civile^v. En 2003, les forces rebelles ont pillé la banque centrale de Bouaké, et pendant la crise électorale de 2011, des problèmes de sécurité ont poussé les principales banques internationales d'Abidjan à fermer^{vi}. Pendant la crise électorale de 2010-11, on a assisté à une diminution



des échanges économiques, à une chute des transferts de fonds et à une baisse des investissements, tant en Côte d'Ivoire que chez ses voisins.

Les retombées négatives se font sentir bien au-delà du pays affecté par la violence. Les économies des pays d'Afrique de l'Ouest sont étroitement liées les unes aux autres ; un nouveau conflit en Côte d'Ivoire aurait des répercussions dans toute la région. Entre 1990 et 2007, soit depuis la première élection jusqu'à la fin de la première guerre civile en Côte d'Ivoire, l'Afrique de l'Ouest a perdu près de 10 milliards de dollars d'échanges commerciaux en raison des conflits dans la pays^{vii}. À l'approche de la crise de 2011, les banques ivoiriennes avaient émis 60 % des obligations du Trésor détenues par les banques d'Afrique de l'Ouest^{viii}, politique qui continue à être préconisée par le gouvernement ivoirien aujourd'hui^{ix}. « L'instabilité [du pays] pèse lourdement sur les performances économiques et commerciales du pays et de la région toute entière ». Pendant la guerre, les pays limitrophes de la Côte d'Ivoire ont payé le prix fort d'une telle proximité^x. En général, les pays voisins d'États en faillite voient leur croissance ralentir^{xi} et l'incidence est encore plus forte pour les pays en situation d'interdépendance économique accrue^{xii}.

Au-delà du drame que causerait la perte de vies humaines, une nouvelle crise en Côte d'Ivoire entraînerait une instabilité des marchés financiers dans la région, une perte de revenus et de ressources humaines, et une perturbation des secteurs bancaire et agricole^{xiii}. Les troubles politiques et les images de massacres sont susceptibles de bouleverser les investissements étrangers dans l'ensemble de la région pendant plusieurs années. Les pays voisins et les donateurs internationaux pourraient être amenés à réaffecter une partie de leurs ressources à une crise des réfugiés et à des problèmes connexes touchant à l'humanitaire et à la sécurité. Une fois la période d'assistance humanitaire passée et la reprise amorcée, les coûts liés à la reconstruction des infrastructures et au rétablissement des communautés et personnes affectées par le conflit peuvent être conséquents.

Pour les acteurs de la prévention, ce raisonnement économique coule de source. Les coûts liés directement aux conflits sont plus élevés dans le pays concerné que dans les pays voisins, mais les économies réalisées lorsque la

violence peut être évitée sont également proportionnelles. La perte de croissance a un effet cumulatif : lorsque l'économie d'un pays s'effondre, le retour au niveau antérieur peut prendre des années, sinon des décennies. En effet, la Banque mondiale a fait valoir que « la prévention permet de faire des économies cumulatives^{xiv}. » Pour la communauté internationale, les coûts engendrés par l'aide humanitaire et par la moindre intervention dépassent très largement l'investissement relativement modeste que représente la prévention. Selon une étude menée en 2017 par les Nations unies et la Banque mondiale, « chaque dollar US investi dans la prévention représente une économie ultérieure d'environ 16 dollars US.^{xv} »

Prévention d'atrocités de masse par les dirigeants d'entreprises en Côte d'Ivoire

Des dirigeants d'entreprises, tant au niveau international que national, ont réussi à prendre des mesures pour prévenir ou atténuer les atrocités de masse par le passé. Les exemples ci-dessous illustrent le rôle que le secteur privé a joué dans des situations potentiellement propices aux atrocités de masse ou à la violence chronique. Les cas suivants ont été sélectionnés afin de servir de modèles aux entreprises de Côte d'Ivoire dans le cadre de la prévention de la violence aujourd'hui.

➤ Promouvoir la sensibilisation du public et l'unité nationale

Au **Kenya**, au lendemain du déferlement de violences ayant suivi les élections de 2017, les dirigeants d'entreprises de la Kenya Private Sector Alliance (KEPSA) se regroupèrent pour monter la campagne « Mkenya Daima » (« Mon Kenya éternel ») afin d'engendrer une unité nationale en amont des élections de 2013. L'objectif de la campagne était de promouvoir la paix et l'inclusion. C'est dans ce cadre que la KEPSA organisa des conférences de presse en collaboration avec l'Organisation centrale des syndicats, afin d'inciter les chefs des partis politiques à enjoindre leurs partisans à ne pas faire usage de violence. La KEPSA avait également travaillé en amont avec ses membres œuvrant dans le secteur médiatique, de manière à offrir une couverture responsable des événements au moment des élections^{xvi}. Pour contrer les risques de propos dangereux incitant à la violence, le géant des télécoms Safaricom « mit en place toute une série de filtres visant à bloquer les SMS incitant à la haine et à la violence^{xvii} ».

➤ Souligner clairement et publiquement le coût économique de la violence

En **Irlande du Nord**, les associations d'entreprises unirent leurs efforts pour condamner publiquement les violences entre catholiques et protestants. Elles informèrent la classe politique et le public des impacts économiques du conflit continu sous la forme d'une publication qui porterait plus tard le nom de « Peace dividend paper » (les dividendes de la paix), montrant ouvertement que la résolution du conflit profiterait à l'ensemble des groupes concernés. Les entreprises se distancèrent de la politique et des politiciens en s'adressant directement au public au moyen de campagnes de communication et de sensibilisation de la société civile et d'organismes communautaires^{xviii}.

➤ Aborder les problèmes en aparté avec les dirigeants politiques

Tandis que la tension montait entre l'**Inde** et le **Pakistan** en 2001 à propos de la question du Cachemire, de grandes **sociétés des États-Unis** firent appel aux réseaux diplomatiques pour inciter le gouvernement américain à rédiger une note d'orientation à l'intention de l'ambassadeur de l'Inde à Washington concernant le risque d'exode des entreprises américaines et britanniques en cas d'intensification du conflit. Contraint de choisir entre « les affaires ou la guerre », le gouvernement indien prit, quelques jours plus tard, des mesures pour désamorcer le conflit^{xix}. Au **Kenya**, les dirigeants d'entreprises contactèrent officiellement des membres du parlement pour veiller à ce que les messages de leur campagne publique parviennent aux membres du gouvernement les plus à même de prendre des mesures contre la violence^{xx}.

➤ Soutenir directement l'atténuation des conflits ou les efforts de consolidation de la paix

À **Chypre**, des entreprises privées travaillèrent à la restauration d'édifices religieux détruits lors du conflit afin d'éviter d'alimenter les ressentiments entre différentes communautés^{xxi}. En **Azerbaïdjan** et au **Cameroun**, des multinationales pétrolières formèrent les forces de police et de l'armée aux droits humains^{xxii}.

Conclusion

Pour prévenir une crise économique, il est essentiel de préserver la paix tout au long de la période électorale. Tous les secteurs de la société doivent user de leur influence et faire entendre leurs voix en ce sens. **La stabilité de la Côte d'Ivoire étant primordiale pour les dirigeants d'entreprises ivoiriens, ceux-ci ont intérêt à faire valoir auprès du gouvernement l'impact économique désastreux des conflits électoraux et à inciter officiellement et officieusement les dirigeants politiques à s'engager envers la non-violence et la consolidation de la paix au niveau local.**

Notes

ⁱ Arsène Brice Bado et Mollie Zapata (2019). United States Holocaust Memorial Museum (2019). Disponible sur : <https://earlywarningproject.ushmm.org/reports/election-uncertainty-preventing-atrocity-crimes-in-cote-d-ivoire>.

ⁱⁱ « Rwanda », données des comptes nationaux de la Banque mondiale et de l'OCDE. Disponible ici : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/rwanda>
The Syrian Catastrophe. The Syrian Centre for Policy Research (SCPR) de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Disponible ici : <http://www.unrwa.org/userfiles/2013071244355.pdf>.

^{iv} Banque mondiale (2017). The Toll of War: The Economic and Social Consequences of the Conflict in Syria. Disponible ici :

<https://www.worldbank.org/en/country/syria/publication/the-toll-of-war-the-economic-and-social-consequences-of-the-conflict-in-syria>.

^v L'étude portait sur 10 pays, soient le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Ankouvi Nayo et Philippe Egoumé-Bossogo (2011). Feeling the Elephant's Weight: The Impact of Côte d'Ivoire's Crisis on WAEMU Trade. Document de travail du FMI. 11. 10.5089/9781455226085.001. Disponible ici :

https://pdfs.semanticscholar.org/9b46/1f563c8044343a81e9a304258aa759512fd7.pdf?_ga=2.138201013.424550797.1580143634-1126310697.1580143634

^{vi} Associated Press à Abidjan (2011). « Ivory Coast crisis intensifies as largest bank shuts its doors. » Associated Press. Disponible ici : <https://www.theguardian.com/world/2011/feb/17/ivory-coast-banks-shut-gbagbo-protest>.

^{vii} Ankouvi et Egoumé-Bossogo (2011).

^{viii} « The Conflict in Côte d'Ivoire and its Effect on West African Countries: A Perspective from the Ground. » (2011) Note d'orientation du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Disponible ici : <http://www.undp.org/content/dam/rba/docs/Issue%20Briefs/The%20Conflict%20in%20Cote%20d%27Ivoire%20and%20its%20Effect%20on%20West%20African%20Countries%20a%20Perspective%20from%20the%20Ground.pdf>.

^{ix} Adama Koné (2019). « Debt management in a challenging environment: Lessons from Côte d'Ivoire. » Africa In Focus Blog, Brookings. Disponible ici : <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2019/02/13/debt-management-in-a-challenging-environment-lessons-from-cote-divoire/>.

^x Ankouvi et Egoumé-Bossogo (2011).

^{xi} Lisa Chauvet, Paul Collier et Anke Hoeffler (2007). « The Cost of Failing States and the Limits to Sovereignty, » WIDER Working Paper Series 030, World Institute for Development Economic Research (UNU-WIDER). Voir aussi : « The Conflict in Côte d'Ivoire and its Effect on West African Countries: A Perspective from the Ground. »

^{xii} Paul Collier et Stephen O'Connell (2008). Opportunities and Choices. Oxford University and Centre for Study of African Economies; and Swarthmore College and Centre for Study of African Economies. Disponible ici : http://www.swarthmore.edu/SocSci/soconne1/documents/Chap2_PCSOC.pdf. Voir aussi : « The Conflict in Côte d'Ivoire and its Effect on West African Countries: A Perspective from the Ground. »

^{xiii} « The Conflict in Côte d'Ivoire and its Effect on West African Countries: A Perspective from the Ground. »

^{xiv} Nations unies ; Banque mondiale (2018). *Pathways for Peace : Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*. Washington, DC: Banque mondiale. ©World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337> License: CC BY 3.0 IGO (Notre traduction).

^{xv} Nations unies ; Banque mondiale, *Pathways for Peace* (Notre traduction).

^{xvi} P. Obath et V. Owuor (2016). The Kenyan Private Sector's Role in Mass Atrocity Prevention, Cessation, and Recovery. In J. Forrer & C. Seyle (Eds.), *The Role of Business in the Responsibility to Protect* (pp. 116-137). Cambridge : Cambridge University Press. doi:10.1017/CBO9781316659397.007

^{xvii} Conor Seyle (2015). « The Power of the Private Sector – An Untapped Source of Atrocity Prevention, » The International Coalition for the Responsibility to Protect. Disponible ici : <https://icrtblog.org/2015/03/12/the-power-of-the-private-sector-an-untapped-source-of-atrocity-prevention/> (notre traduction). Voir aussi Lucy Purdon (2013). Corporate Responses to Hate Speech in the 2013 Kenyan Presidential Elections. Institute for Human Rights and Business. Disponible ici : <https://www.ihrb.org/pdf/DD-Safaricom-Case-Study.pdf>.

^{xviii} The Portland Trust (2013). The Role of Business in Peacemaking: Lessons from Cyprus, Northern Ireland, South Africa and the South Caucasus. The Portland Trust. Disponible ici : https://portlandtrust.org/sites/default/files/pubs/role_of_business_2.pdf

^{xix} Jonas Claes (2016). The Responsibility to Prevent, Inc. In J. Forrer & C. Seyle (Eds.), *The Role of Business in the Responsibility to Protect* (pp. 98-115). Cambridge: Cambridge University Press. doi:10.1017/CBO9781316659397.006

^{xx} P. Obath et V. Owuor (2016).

^{xxi} T. Fort et M. Westermann-Behaylo (2016). Why Not Business? In J. Forrer & C. Seyle (Eds.), *The Role of Business in the Responsibility to Protect* (pp. 51-68). Cambridge: Cambridge University Press. doi:10.1017/CBO9781316659397.004

^{xxii} J. Shankleman (2016). R2P and the Extractive Industries. In J. Forrer & C. Seyle (Eds.), *The Role of Business in the Responsibility to Protect* (pp. 138-161). Cambridge: Cambridge University Press. doi:10.1017/CBO9781316659397.008